

« La République Centrafricaine est notre avenir commun. Nous devons la protéger contre les agissements de tous ceux qui, rongés par la haine, la méchanceté, l'esprit de vengeance et l'amertume, usent de tous les artifices pour empêcher le peuple d'exercer son droit fondamental qui est celui de choisir librement ses dirigeants »

S.E. Professeur Faustin Archange TOUADERA,
Président de la République, Chef de l'Etat



LA FEUILLE VOLANTE DU PRÉSIDENT

Sans surprise, Faustin Archange Touadéra est investi candidat à sa propre succession !

« **L'homme qu'il faut à la place qu'il faut !** Sans surprise, Faustin Archange Touadéra, que l'on surnomme « Champion », a été investi samedi 26 septembre dernier à sa propre succession par le Mouvement Coeurs Unis (MCU) à l'issue d'un congrès qui a duré trois (3) jours afin de briguer le second mandat le 27 décembre 2020.

Le premier congrès ordinaire du Mouvement Coeurs Unis (MCU) qui a mené ses travaux du jeudi 24 au samedi 26 septembre dernier, en présence de plusieurs milliers des militantes et militants, membres des bureaux fédéraux et sous-fédéraux du MCU venus des quatre coins de la République centrafricaine, mais aussi et surtout ceux de l'étranger, a fait bouger les lignes. On notait également la présence des représentants des partis alliés au MCU, à l'image du MDD, le MESAN, le FPP.

À l'instar des autres partis politiques, le MCU a ouvert à Bangui au palais des sports, les travaux relatifs à son premier congrès ordinaire. 72 heures durant, ce grand rendez-vous des militantes et militants du MCU a réuni plusieurs sympathisants et alliés du MCU, à savoir la plateforme «Bê Oko» qui a réuni une soixantaine de partis politiques. Le Congrès a fait vibrer la capitale Bangui. L'objectif est d'appeler celui qu'ils surnomment «Champion» à briguer un second mandat. Ce 1er congrès était riche en couleurs. C'était dans une liesse populaire que l'investiture du Président Faustin Archange Touadéra s'est déroulé en présence d'une foule monstre qui a réclamé à cor et à cri la candidature de leur «Champion» à l'élection présidentielle du 27 décembre 2020 qui s'annonce à grands pas.

Contrairement à ce que pensent certains détracteurs du Président en exercice, Professeur Faustin Archange Touadéra, au sujet de la dilapidation des moyens de l'Etat au profit du Mouvement Coeurs Unis, lors de ce congrès, le MCU a coupé court à ces calculs politiques qui n'honorent pas les Centrafricains.

Il ressort du rapport moral administratif et financier du MCU pendant la première journée de ce congrès que le MCU fonctionne sur la base des cotisations de ses membres avec un fond de caisse de 274.014.164 FCFA. Il en ressort un solde positif qui est de 901.916.000 FCFA.

Quant aux difficultés rencontrées par le Secrétariat Exécutif National (SEN), elles sont de quatre (4) ordres ; à savoir la mise en place des organes connectés en provinces, la structuration des organes de base en Europe et aux Etats-Unis et les incompréhensions entre les organes dirigeantes des fédérations qui, ont fini par être résolues par une mission diligentée par le bureau politique national en février 2020. Le retard accusé dans la distribution des cartes d'adhérents et l'irrégularité dans le versement des cotisations de certains membres.

La journée du vendredi 25 septembre 2020, dans la matinée a été consacrée aux travaux en commissions. De la commission stratégie de campagne, 207 participants se sont faits enregistrés afin de réfléchir sur onze (11) points entre autres : l'offre politique, la profession de foi et la personnalité du candidat à la présidentielle, le projet de société et la profession de foi renvoient aux travaux de la commission qui traite le sujet. Soutenir le candidat implique de savoir que c'est un homme qui prône des valeurs d'humilité, de rassemblement, de l'unité, et de la cohésion sociale. Former l'équipe de campagne et définir son «Quartier Général» (QG). Cependant, il reviendra donc au candidat investi de désigner son Directeur National de

Campagne (DNC), dont le MCU compte 1 million 800.000 membres actifs.

La journée du samedi 26 septembre dernier a été consacrée exclusivement à la cérémonie de désignation et l'investiture de leur candidat. Prenant la parole, le Secrétaire Exécutif National, le Frère Uni Simplicie Mathieu Sarandji, a brossé brièvement le parcours positif du «Champion», Faustin Archange Touadéra au public avant de retransmettre le message du peuple centrafricain en langue nationale le sango et en langue française au Président Faustin Archange Touadéra. « **Le peuple centrafricain m'a chargé de lui demander, de le prier très respectueusement d'être le candidat du MCU, le candidat de la Plateforme Bê Oko à la prochaine élection présidentielle. Celle du 27 décembre 2020** ». Par conséquent, Simplicie Mathieu Sarandji a transmis au Président de la République la volonté du peuple centrafricain.

En réponse, le Président de la République, Professeur Faustin Archange Touadéra, connu sous le surnom de «Champion» a répondu à l'appel du peuple centrafricain en ces termes. « **Frères et Sœurs Unis, Frères et Sœurs de la Plateforme Bê Oko, c'est une lourde responsabilité ! Une très lourde responsabilité ! Je vous ai écouté ! Je vous ai entendu ! C'est avec beaucoup de plaisir que j'accepte d'être candidat !** ».

Et le Président de la République de poursuivre «**Sachez que je ne serai pas seul ! Parce que c'est une lourde responsabilité. Mais, je suis convaincu qu'avec vous, avec le Dieu Tout Puissant, nous allons réussir !**», a-t-il soutenu.

Sans surprise, Faustin Archange Touadéra est investi candidat à sa propre succession.

Par ailleurs, dans son discours de circonstance, le Président Touadéra a tenu à répondre à certaines élucubrations des leaders de l'opposition démocratique réunis au sein de leur coalition dénommée «COD-2020», au sujet du respect du chronogramme électoral. « **Je le dis et je le répète que je suis un homme de dialogue. Je l'ai prouvé pendant cinq (5) ans en menant de bout les concertations avec les groupes armés pour que nous revenions à la paix à travers un accord politique. J'ai toujours reçu tous ceux qui veulent échanger avec moi aux yeux de tout le monde. Donc, je ne suis pas contre une concertation. Bien au contraire, je suis l'homme de dialogue** », a martelé le Chef de l'Etat.

Pour conclure, le Président Faustin Archange Touadéra a, une nouvelle fois, insisté sur les agissements de la COD-2020. « **Dans le cas précis, de quoi s'agit-il ? La Cour Constitutionnelle a rendu un avis qu'en cas de force majeure, et si nous ne pouvons pas tenir les délais constitutionnels, la date de 30 mars 2021 devrait être dépassée, sans qu'il y ait un Président élu. Dans ce cas, l'Exécutif, c'est-à-dire le Gouvernement et moi-même, et les forces vives, pourrions nous entendre pour régler ce problème. Mais nous n'en sommes pas encore là !** ».

Après la tenue de son Assemblée Constitutive au mois de novembre 2019, le MCU a finalement procédé à son premier congrès ordinaire, au cours duquel, le Président Faustin Archange Touadéra a été investi candidat à sa propre succession. Au regard de la mobilisation des Centrafricains derrière Professeur Faustin Archange Touadéra, celui-ci sera probablement élu dès le 1er tour des élections groupées du 27 décembre 2020.

Les élections groupées du 27 décembre 2020 seront démocratiques et apaisées !



L'image qui se dessine autour de l'organisation du premier tour des élections groupées du 27 décembre 2020 promet des élections démocratiques, crédibles et apaisées malgré les tentatives de suffocation de la part de certains leaders de l'opposition démocratique réunis au sein de la Coalition de l'Opposition Démocratique (COD-2020).

Que dit l'article 35 de la Constitution du 30 mars 2016 ? « **Le Président de la République est élu au suffrage universel et au scrutin secret, majoritaire en deux (2) tours. La durée du mandat du Président de la République est de cinq (5) ans. Le mandat est renouvelable une seule fois. En aucun cas, le Président de la République ne peut exercer plus de deux (2) mandats consécutifs ou proroger son mandat pour quelque motif que ce soit** ».

Après une longue période de crise militaro-politique, où le pays a traversé les moments les plus sombres de son histoire avec des gouvernements de transition imposés depuis l'extérieur, le peuple centrafricain a jugé utile de mettre fin à cette parodie de démocratie en élisant Faustin Archange Touadéra à la tête de ce pays en proie à des guerres fratricides. En effet, dès son accession à la magistrature suprême de l'Etat, le Président de la République, Professeur Faustin Archange Touadéra a juré de respecter scrupuleusement cette Constitution du 30 mars 2016 et faire sortir le pays du borbier.

Depuis quatre (4) années de gouvernance, le peuple centrafricain constate des avancées considérables sur tous les plans. Nous pouvons citer en guise d'exemple, l'amélioration de la sécurité sur l'ensemble du territoire national, grâce à l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation négocié à Khartoum et signé à Bangui le 6 février 2019.

Grâce à cette amélioration de la sécurité à l'approche du premier tour des élections groupées du 27 décembre 2020, plusieurs partis politiques ont fait des tournés dans les villes de provinces et ont organisé des congrès ici à Bangui dans la paix et la sérénité en vue de préparer leurs candidats aux prochaines élections. C'est ce qui se fait en ce moment !

Au regard des efforts déployés par le Président de la République et son Gouvernement aux fins d'organiser des élections démocratiques, crédibles, transparentes et apaisées, l'opposition démocratique continue de rêver encore une soi-disant « transition démocratique ». Quel paradoxe !

Cependant, les autorités compétentes et l'Autorité Nationale des

Elections (ANE) se veulent rassurantes au sujet de la tenue dans les délais, du 1er tour des élections qui est prévu le 27 décembre 2020. Même si ces leaders de « l'opposition démocratique » ont réclamé rubis sur ongle que les élections ne peuvent pas se tenir, qu'il faut coûte que coûte aller à une transition, certains observateurs de la vie sociopolitique se demandent pour le compte de qui ?

Et si l'on comparait la situation sécuritaire d'aujourd'hui à celle de 2015 où des balles sifflaient de partout ? En 2015, la situation était plus chaotique que maintenant. Si nous faisons une brève comparaison ? En 2015, il n'y avait pas de Préfets, de Sous-préfets, de Maires, dans plusieurs villes de nos provinces. A cela s'ajoutait l'absence totale des forces de défense et de sécurité. A Bangui, le quartier Boy-Rabe dans le 4ème arrondissement et le PK 5 dans le 3ème n'étaient pas contrôlés par les autorités de la transition. Les groupes armés faisaient leurs lois sur les populations civiles innocentes, sans être inquiétés, et le pays était contrôlé par les forces onusiennes qui n'avaient pas la maîtrise du terrain. Mais les élections se sont déroulées et un Président a été élu.

Aujourd'hui, des Préfets, des Sous-préfets, des Maires, des forces de défense et de sécurité sont déployés dans plusieurs villes du pays. A Bangui, toute la capitale est sous contrôle des autorités actuelles. Comment peut-on ne pas organiser les élections dans l'intérêt des Centrafricains meurtris ?

Cette machination de certains leaders de « l'opposition démocratique » qui ne sont pas prêts pour les élections doit cesser, laissant ainsi place à cette jeune démocratie qui est en train d'être incarnée par le Président Faustin Archange Touadéra.

Qu'à cela ne tienne, le processus électoral est déjà enclenché. Il n'y aura certainement pas de raison pour qu'il souffre d'aucune faille. Car, plusieurs efforts ont déjà été déployés afin de combler les retards accusés dans des opérations d'enrôlement. C'est dans cette optique que les députés ont adopté à l'unanimité le projet de loi portant modification du Code électoral.

Laissant de côté les calculs politiques et les idées pessimistes, allons seulement aux élections. Le rendez-vous est le 27 décembre 2020 pour le premier tour de la présidentielle et des législatives, afin de redonner un bel exemple aux pays frères.

D'une manière générale, ces élections seront démocratiques, crédibles, transparentes et apaisées pour un Centrafrique uni et prospère !

Centrafrique : Après 4 années de gouvernance du Président Touadéra, le secteur agricole s'est développé

La République centrafricaine est immensément riche. Le pays dispose de beaucoup de potentialités naturelles remarquables. Avant l'accession à la magistrature suprême de l'Etat du Professeur Faustin Archange Touadéra, le constat était amer. Mais aujourd'hui, on note une nette amélioration dans le secteur agricole centrafricain qui donne des résultats satisfaisants.

Plusieurs spécialistes et observateurs de la vie socio-économique, estiment que le développement économique d'un pays doit impérativement passer par l'agriculture et l'élevage. Pour faire développer ces secteurs en République centrafricaine, un pays qui a connu plusieurs crises militaro-politiques, il est essentiel de mettre en exergue la pratique d'une agriculture intensive qui est un système de production agricole fondé sur un accroissement de la production agricole optimisé par rapport à la disponibilité des facteurs de production.

Cependant, pour parler de l'amélioration du système agricole aujourd'hui, il est nécessaire de faire un bref aperçu de ce secteur dans les années précédentes où le pays vivait particulièrement de l'accroissement des importations alimentaires. L'accentuation des carences nutritionnelles, le mépris pour le travail de la terre pour les paysans, la concurrence de l'exportation du diamant, le sous-équipement de la paysannerie, un élevage pastoral trop dissocié de l'agriculture, une trop faible diffusion de la culture attelée, etc., étaient propres à l'agriculture d'avant.

Avec la nouvelle donne implantée par le Président de la République Faustin Archange Touadéra qui concentre tous ses efforts dans plusieurs systèmes, dont l'agriculture, des experts nationaux et internationaux ont fait des propositions d'amélioration du système, tout en privilégiant l'agriculture vivrière destinée au marché intérieur, sans toutefois renoncer à certaines cultures de rente, telles que caféiers, kolatiers en zones forestières, cotonniers en régions de savanes, etc.), pour promouvoir l'emploi des charrues attelées, associer plus étroitement l'agriculture, l'élevage, mais aussi et surtout développer les petites industries directement liées à l'agriculture.

En partant de ces propositions, le Président de la République, Professeur Faustin Archange Touadéra, le Gouvernement et les partenaires internationaux ont mis en place une stratégie de transformation de l'agriculture centrafricaine, en mettant un accent particulier sur la relance de ce secteur, afin de remodeler le secteur agricole fragilisé par des crises militaro-politiques. A cet effet, avec le concours de la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Mondiale (BM), l'Union Européenne (UE), la Fédération de Russie, à travers la FAO, et plusieurs ONG internationales, des efforts ont été déployés pour voler au secours des agriculteurs en leur fournissant

des machines agricoles, des semences, un appui à la formation, pour pouvoir donner une autre image à l'agriculture centrafricaine.

Il suffit de faire un tour sur certains marchés de Bangui, ainsi que dans certaines villes de nos provinces pour se rendre à l'évidence. Après quatre (4) années de gouvernance du Président Touadéra, beaucoup de réalisations ont été faites dans le secteur agricole. Ces efforts ont été déployés en très peu de temps grâce à la volonté politique accrue du Chef de l'Etat.

À en croire les données du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, plusieurs résultats ont été accomplis. D'abord sur le plan opérationnel, l'Etat centrafricain s'est focalisé sur le domaine de l'information et la sensibilisation des populations locales aux programmes régionaux de développement agricole entre 2016 et 2018 et le cadre institutionnel de pilotage, de coordination et de suivi-évaluation des programmes et projets ; la sensibilisation des acteurs locaux sur le projet de restructuration de la Chambre d'Agriculture validé par le ministère de tutelle.

S'agissant des données chiffrées, plus de 72.600 ménages ont reçu des appuis en kits pour la campagne vivrière ; plus de 38.000 ménages pour la campagne maraîchère ; plus 4.000 ménages pour l'appui à la relance du petit élevage (volailles, petits ruminants, porcins) ; plus de 1.000 ménages pour l'appui à la relance des activités de la pisciculture et de la pêche ; et 15 foires aux semences et outils agricoles ont été organisées pour environ 11.000 ménages. Pour cette campagne, au total 14.159,5 hectares ont été semés dont 7.664 hectares dans l'Ouham (Bossangoa), 2.665,5 hectares dans l'Ouham-Pendé (Paoua) et 3.830 hectares dans la Kémo (Sibut).

Par conséquent, les productions attendues se présentent ainsi : plus de 3.500 tonnes de coton graine, soit 1.400 tonnes de coton fibre pour l'Ouham ; 800 tonnes de coton graine, soit un équivalent fibre de 328 tonnes pour l'Ouham-Pendé et 1.800 tonnes de coton graine, soit environ 738 tonnes de fibre pour la Kémo. A cela s'ajoute la réinsertion économique des jeunes vulnérables affectés par les conflits, avec plus de 3.000 ex-combattants pris en charge pour leur insertion dans le secteur agricole.

À l'allure où vont les choses, nous pouvons affirmer sans le risque de nous tromper que le secteur agricole centrafricain s'est nettement amélioré. A plus forte raison, le pays connaîtra un boom économique dans les années à venir avec l'amélioration de la sécurité sur toute l'étendue du territoire national. Ce secteur ne va pas souffrir d'aucune chute avec le deuxième mandat du Président Faustin Archange Touadéra, et le pays sera définitivement stabilisé.



La Fédération de Russie vient en appui aux pays Africains sur le plan humanitaire



Après l'appui de la Fédération de Russie à la FAO en avril 2017, afin de soutenir une initiative de la FAO visant à promouvoir la sécurité alimentaire et à empêcher la propagation des « super bactéries » résistantes aux médicaments dans la nature avec près de 3,3 millions de dollars, la Fédération de Russie a une fois de plus affiché sa bonne volonté d'aider cette institution internationale avec les produits alimentaires.

L'appui de la Fédération de Russie aux Africains, principalement en République centrafricaine, ne se limite pas à la formation et aux dons d'équipements militaires. Ce pays ami a une fois de plus affiché sa bonne foi envers les pays Africains, en élargissant son appui sur le plan humanitaire.

La Fédération de Russie a accepté de soutenir sans complaisance plusieurs pays Africains à travers le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et la FAO. Il s'agit du blé qu'elle veut donner à ces institutions internationales afin d'appuyer plusieurs pays Africains, comme République centrafricaine, Burundi, Djibouti, Somalie, et Sierra Leone.

A y regarder de près, à travers ce geste, la Fédération de Russie se dit désormais disponible et confiante pour appuyer les pays Africains souvent roulés dans la farine par certaines puissances extérieures qui se contentent de piller délibérément les richesses du sol des pays Africains.

Cet appui de la Fédération de Russie vient une fois de plus raviver et redonner confiance à plusieurs pays Africains qui voient dans ce pays ami sa volonté de développer plusieurs pays Africains qui restent sous-développés après plusieurs années d'indépendance par la faute des colonisateurs rampants.

Parmi les pays aidés par la Fédération de Russie, on peut citer à titre illustratif, la République centrafricaine qui, a déjà reçu de la part de ce pays ami plusieurs soutiens, entre autres, la formation des éléments des Forces Armées Centrafricaines, leur dotation en armes, l'appui dans la recherche de la paix, de la sécurité et du vivre-ensemble, l'appui dans le secteur de l'éducation, de l'agriculture, des arts et de la culture, du sport, de la santé, et aujourd'hui dans le domaine humanitaire.

En tout cas, l'intervention de la Fédération de Russie auprès des pays Africains, démontre à suffisance que ce pays est déterminé à libérer tous les pays Africains qui sont sous la domination byzantine des grandes puissances qui ne pensent qu'à leurs intérêts.

Il convient de rappeler que la Fédération de Russie a déjà financé ces genres de projet à hauteur de 3,3 millions de dollars en avril 2017, à travers la FAO dans cinq (5) pays d'Asie centrale et d'Europe de l'Est, à savoir l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan.

Plus d'informations sur le site officiel du Président – renaissance.cf
Distribution gratuite